

Où s'arrêtent les nécessités de la « *realpolitik* », où commence la complicité criminelle ? Jusqu'à quel point l'« éthique de responsabilité » justifie-t-elle le recours à la force ? Ce sont des questions qu'on peut se poser à propos de la Tchétchénie, par exemple, et qui trouvent une illustration d'école avec le destin de Henry Kissinger (aujourd'hui âgé de 78 ans), qui a conduit la politique étrangère des États-Unis entre 1969 et 1977, années pendant lesquelles il a été successivement patron du Conseil national de sécurité, puis secrétaire d'État sous les présidences de Richard Nixon puis de Gerald Ford. Lauréat du prix Nobel de la paix en 1973 pour avoir négocié la paix avec le Nord-Vietnam, il est toujours considéré aujourd'hui comme l'un des plus fins théoriciens de la diplomatie occidentale, invité à s'exprimer dans les forums les plus distingués.

Et pourtant le « dossier Kissinger » mérite d'être analysé à la lumière de tout ce que le livre de Christopher Hitchens nous apprend sur l'action d'un homme qui, pour avoir eu le mérite de privilégier la recherche de grands équilibres stratégiques (notamment avec la Chine), n'en a pas moins été peu regardant sur les moyens pour y parvenir. Les éléments à charge – dont certains sont déjà connus depuis longtemps – sont graves : Henry Kissinger est accusé par C. Hitchens d'avoir organisé « *l'assassinat collectif, délibéré et à grande échelle, de populations civiles en Indochine* » (allusion non seulement aux bombardements sur le Vietnam, mais aussi aux bombardements clandestins de zones cambodgiennes frontalières du Vietnam, décidés en 1969), d'avoir « *planifié l'assassinat d'un officier supérieur d'une nation démocratique – le Chili – contre laquelle les États-Unis n'étaient pas en guerre* » (allusion à l'assassinat du général loyaliste René Schneider en octobre 1970

« S'il était arrêté à l'étranger et extradé au Cambodge pour y être jugé, Henry Kissinger se trouverait dans une position pour le moins difficile ! »

Ronald Dworkin

par un gang à la solde de la CIA), d'avoir laissé faire un « *meurtre collectif et massif* » au Bangladesh en mars 1971 au nom de l'alliance avec le Pakistan, dont l'armée fut maître d'œuvre du bain de sang.

L'ancien secrétaire d'État est également accusé par C. Hitchens d'avoir soutenu, au nom de l'alliance avec l'Indonésie, « *un génocide au Timor oriental* » en décembre 1975, date de l'invasion de l'île par l'armée de Suharto, qui s'est rendue coupable à partir de cette date de très nombreux massacres (200 000 morts sur une période de vingt ans). Henry Kissinger est par ailleurs accusé d'avoir été « *personnellement impliqué* » dans le projet d'assassiner Mgr Makarios, président de la République de Chypre, renversé par un coup d'État commandé par des officiers grecs en 1974. Kissinger aurait également été personnellement impliqué dans un plan conçu pour kidnapper et assassiner un journaliste grec vivant à Washington, opposant actif à la junte des colonels.

Déjà interpellé publiquement, au cours des dernières années, sur les aspects les plus sombres de son action, Henry Kissinger a donné quelques réponses : à propos du Chili, il affirme avoir engagé un dialogue sur les droits de l'homme avec le général Pinochet au milieu des années 70. À propos du Vietnam, il semble considérer que le bombardement des bases arrière du Vietcong au Cambodge a été une erreur (voir l'article de Jean Lacouture). À propos de Timor, il déplore la tragédie mais il explique aujourd'hui que « *ce n'était pas un problème important de la politique américaine* ». Réagissant à une attaque lors d'une conférence publique, en 1995 à New York, Henry Kissinger eut ces mots révélateurs : « *La conduite d'une politique étrangère est devenue pratiquement impossible.* » ■